

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 30 avril 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSEES**

**SAS CEMENTS CALCIA**

**Commune de BEFFES**

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet du Cher**

**OBJET :** Modifications des conditions d'exploitation de la carrière de calcaire exploitée par la SAS CEMENTS CALCIA sur le territoire des communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY.

Par lettre en date du 31 octobre 2012, Monsieur Sergio TOSI, agissant en qualité de directeur de l'usine de la SAS CEMENTS CALCIA à BEFFES, dont le siège social est situé Rue de Technodes à GUERVILLE – 78930 – sollicite une demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert, qu'il exploite actuellement sur le territoire des communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY.

**1- PRESENTATION DE LA CARRIERE.**

Il s'agit de la carrière de calcaire qui alimente la cimenterie, autorisée par arrêté préfectoral du 5 août 2009 pour une durée de 30 ans. Sa superficie est de 177,64 ha pour une surface exploitable de 123,74 ha. La production maximale annuelle est de 1 300 000 tonnes pour une production moyenne de 1 050 000 tonnes.

Elle se situe rive gauche de la Loire, en bordure Est de la forêt d'Aubigny, sur un plateau boisé dont l'altitude moyenne s'établit autour de 193 m NGF. Elle est desservie par la route départementale n° 45 ainsi que par un embranchement ferré qui sert à évacuer une partie de la production de la cimenterie, l'autre partie étant transportée par route. Le canal latéral à la Loire traverse BEFFES parallèlement à la RD45.

Un extrait de carte au 1/25 000 localisant le site est joint au présent rapport (annexe 1).

PJ : Projet d'arrêté préfectoral  
Plan de localisation du site  
Plans de remise en état du site

L'exploitation est réalisée en fosse, par gradins successifs. A ce jour, la carrière comporte 5 gradins d'une hauteur inférieure à 15 mètres. Le carreau de la carrière se situe à la cote de 120 m NGF au Sud et 115 m NGF au Nord

## **2 – EXAMEN DE LA DEMANDE.**

Le calcaire dénommé calcaire « J » entrant dans la composition de ciments normalisés n'est pas réparti de façon homogène sur l'ensemble du site en raison de la présence de poches argileuses locales. Il est localisé essentiellement en partie sud, à l'étage 2 compris entre les cotes 160 m et 171 m NGF. L'étage 1 est le premier étage à partir du terrain naturel.

Compte tenu des besoins de calcaire de ce type, l'exploitation avance donc à un rythme plus soutenu en partie sud. Cela conduit l'exploitant à atteindre, cette année, la situation proche de celle prévue l'année prochaine dans le dossier ayant abouti à l'autorisation délivrée en 2009. L'exploitation de l'étage 2 sud devra ensuite se poursuivre durant toutes les phases suivantes, jusqu'en 2039, pour fournir l'usine en calcaire « J » entrant dans la composition du ciment normalisé.

En complément de l'utilisation du calcaire « J », la modification du plan de phasage sollicitée permettrait à l'exploitant de respecter les contraintes chimiques liées à la fabrication du ciment, avec l'utilisation de l'étage 1 en partie sud, le plus riche en oxyde de calcium (CaO), à hauteur de 26% à 30%, en fonction des phases quinquennales, tel que le préconise le centre technique du groupe. Il est à noter que, dans le dossier relatif à l'arrêté préfectoral de 2009, l'utilisation de cet étage 1 représentait 46,3% des volumes exploités. L'exploitant souhaite donc optimiser les différentes qualités de calcaire.

Les directions générales de progression restent inchangées. L'exploitation sera décalée en partie sud ouest, mais elle sera moindre en partie nord-ouest.

Dans le cadre de la remise en état, le dossier ayant abouti à l'autorisation de 2009 prévoit un plan d'eau de l'ordre de 70 ha. Les modifications des conditions d'exploitation engendrent une emprise volumétrique plus importante en profondeur, en particulier dans la partie sud. Ce plan d'eau, à la cote de 164 m NGF maintenue par la mise en place d'un trop plein, verra sa surface augmentée de 10 ha.

Les annexes 2 (remise en état initiale) et 2 bis (remise en état après modification des conditions d'exploitation) du présent rapport, montrent, l'emprise surfacique, due à la modification du plan de phasage de cet étage 2.

Compte tenu du fait que l'étage 2 augmente en surface en partie sud ouest et diminue en partie nord ouest, les écarts induits par la modification du phasage n'auront qu'un effet limité sur le temps de remplissage. Cette évolution pourrait augmenter cette durée de l'ordre de 3 ans passant ainsi de 19/20 à 22/23 ans. L'estimation des temps de remplissage initialement prévus reste dans le même ordre de grandeur, soit 50 ans plus ou moins 10 ans à compter de l'arrêt de l'exploitation.

Les dispositions de remise en état, prévues par l'arrêté préfectoral de 2009, restent en vigueur. Elles sont maintenues avec le nouveau plan de phasage en ce qui concerne la végétalisation, la diversité des berges, les zones de hauts fonds et les sommets de talus.

Les études réalisées dans le cadre de la présente demande mettent en évidence une densité du matériau différente suivant les étages. En effet le dossier ayant abouti à l'arrêté préfectoral de 2009 prévoyait une densité de  $2\text{ t/m}^3$  sur l'intégralité du gisement. Les essais réalisés montrent que la densité de ce matériau est de  $2,2\text{ t/m}^3$  pour l'étage 1 et de  $2,4\text{ t/m}^3$  pour les autres étages.

En conséquence, le tonnage maximal de matériaux extraits sur la période autorisée de 30 ans va augmenter sensiblement. Il était de 30 363 000 tonnes en 2009, compte tenu des modifications demandées, il serait désormais de 31 879 000 tonnes. En revanche le volume extrait va diminuer puisqu'il passe de  $15\,181\,000\text{ m}^3$  à  $13\,624\,200\text{ m}^3$ .

L'exploitant sollicite donc une augmentation de la production moyenne annuelle de 13 000 tonnes (1 050 000 tonnes à 1 063 000 tonnes). La production maximale annuelle reste inchangée, soit 1 300 000 tonnes.

Le montant de référence des garanties financières est établi, conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, et n'appellent pas de remarque de notre part. Elles sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

### **3. SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS.**

Le dossier comporte l'ensemble des éléments requis à l'article R 516-1 du Code de l'Environnement.

Les nouvelles conditions d'exploitation envisagées par l'exploitant permettent d'obtenir un phasage d'exploitation cohérent avec les densités réelles et les contraintes de qualité, en modifiant et en ajustant les volumes exploités, la position de l'ensemble des fronts de chaque étage à chacune des phases quinquennales.

Les modifications des conditions d'exploitation sollicitées ne constituent pas une modification substantielle, au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher, d'autoriser les modifications des conditions d'exploitation prévues par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application des articles R.516-1, R 512-31 et R.512-25 du Code de l'Environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

SIGNE

Vu et transmis avec avis conforme,  
à monsieur le préfet du Cher,  
pour le directeur régional et par délégation,  
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre,

SIGNE



Carrière de Beffes

CARTE DE LOCALISATION DU PROJET  
(Fond IGN 25240 Jouet-sur-l'Aubois)

Echelle 1 : 25 000



